

Commission des transports, et sinon, pour quelle raison?

L'hon. M. Pickersgill: Je crois, monsieur l'Orateur que la question est urgente par certains côtés. La Commission n'a pas encore été instituée, vu qu'il se pose un léger problème, soit de savoir où loger ses membres. Il y a aussi la question très difficile concernant la rédaction des règlements. Je cause beaucoup d'ennuis au ministre des Travaux publics en m'efforçant de trouver un local pour la Commission. La rédaction des règlements est déjà passablement avancée. Dans l'intervalle, la partie V des modifications à la loi sur les chemins de fer, soit la plus pressante, je crois, est en vigueur.

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

AU SUJET D'UNE POLITIQUE D'INDEMNISATION POUR LES VICTIMES DES CRIMINELS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice et Procureur général.

Alors que plusieurs citoyens honnêtes trouvent que beaucoup d'efforts sont déployés dans notre société en vue d'alléger le sort des criminels, je voudrais poser la question suivante à l'honorable ministre.

Est-ce qu'il songe à établir ou à intéresser les provinces à établir une politique d'indemnisation en faveur des victimes ou des familles des victimes des criminels?

L'hon. P.-E. Trudeau (ministre de la Justice et Procureur général): Monsieur l'Orateur, la question a été soulevée également par certains correspondants. Je suis en train d'étudier ce problème. Comme l'honorable député s'en rend compte, il y a ici également une question de droit constitutionnel, parce qu'une telle indemnité pourrait venir des provinces plutôt que du gouvernement central; mais, si c'est le cas, il resterait la possibilité d'entreprendre des négociations avec les provinces.

[Traduction]

LES PARCS NATIONAUX

BANFF—PROTESTATIONS CONTRE LE RÉGIME DE BAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lawrence E. Kindt (Macleod): Monsieur l'Orateur, l'autre jour j'ai demandé au ministre des Affaires indiennes et du Nord cana-

dien, comptable à la Chambre des parcs nationaux, s'il avait reçu une pétition signée par 324 résidents de la région de Banff pour protester contre le régime de baux du ministère. Il a répondu qu'il ne l'avait pas reçue. Depuis lors, il a eu tout le temps voulu pour la recevoir. A-t-il un rapport à présenter aux gens de Banff et à la Chambre au sujet de cette affaire?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je me suis renseigné hier et ladite pétition n'était pas encore arrivée. Le député devrait, je pense, me faire tenir l'exemplaire qu'il a demandé qu'on lui expédie.

M. Kindt: Avec plaisir. Mon collègue vient tout juste de m'informer qu'il en a un exemplaire lui aussi.

LES TRAVAUX D'HIVER

LA PRÉSENTATION HÂTIVE DU PROGRAMME DE 1967-1968

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack A. Irvine (London): Je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Quand serait-il disposé à annoncer les projets de son ministère concernant le programme des travaux d'hiver de l'année 1967-1968?

M. l'Orateur: La chose est-elle urgente au point de justifier dès maintenant cette question? J'en doute fort.

M. Irvine: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. La chose est très importante du fait que les différentes municipalités doivent préparer leurs projets et établir leurs budgets en conséquence. C'est pourquoi il me paraît essentiel d'annoncer le programme immédiatement.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je crois que, l'année dernière, on l'a annoncé au mois de juillet. J'espère que ce ne sera pas plus tard cette année.

M. l'Orateur: La réponse du ministre renforce mon intention de proposer que la question figure au *Feuilleton*.

LES FINANCES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DU TARIF CONCERNANT LE TREILLIS MÉTALLIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. V. Noble (Grey-Nord): J'aimerais poser au ministre des Finances une question